



LA DÉ-CADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir.”



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit

Janvier 2023

Le plus funeste et le plus barbare moyen de réduire le nombre des hommes.



Un petit rappel de Jean-Baptiste Say alors que les voix appelant à plus d'impôts et à la décroissance continuent en France de trouver de nombreuses oreilles bienveillantes :

« Sachons donc convenir d'une vérité qui nous presse de tous les côtés : lever des impôts exagérés, avec ou sans la participation d'une représentation nationale, ou avec une représentation dérisoire, peu m'importe, c'est augmenter les frais de production, sans accroître l'utilité des produits, sans rien ajouter à la satisfaction que le consommateur peut en tirer ; c'est mettre une amende sur la production, sur ce qui fait exister la société. Et, comme parmi les producteurs, les uns sont mieux placés que les autres pour rejeter sur leur co-producteurs le fardeau des circonstances, elles pèsent sur certaines classes plus que sur d'autres. Un capitaliste peut souvent retirer son capital d'un emploi pour le consacrer à un autre ; il peut l'envoyer à l'étranger. L'entrepreneur d'une industrie a souvent assez de fortune pour suspendre ses travaux pendant un temps. Aussi, tandis que le capitaliste et l'entrepreneur restent maîtres des conditions, l'ouvrier est obligé de travailler constamment et à tout prix, même lorsque la production ne lui donne plus de quoi vivre. C'est ainsi que les frais excessifs de production réduisent plusieurs classes de certaines nations à ne consommer que ce qu'il y a de plus indispensable à leur existence, et les dernières classes à périr de besoin. Or n'est-ce pas de tous les moyens de réduire le nombre des hommes, le plus funeste et le plus barbare ? »

Correspondance avec Malthus 1820. Troisième lettre. in Œuvres diverses ed. 1848 p479

Analyse économique

Janvier 2023

Crise énergétique en Europe, où en sommes-nous ?

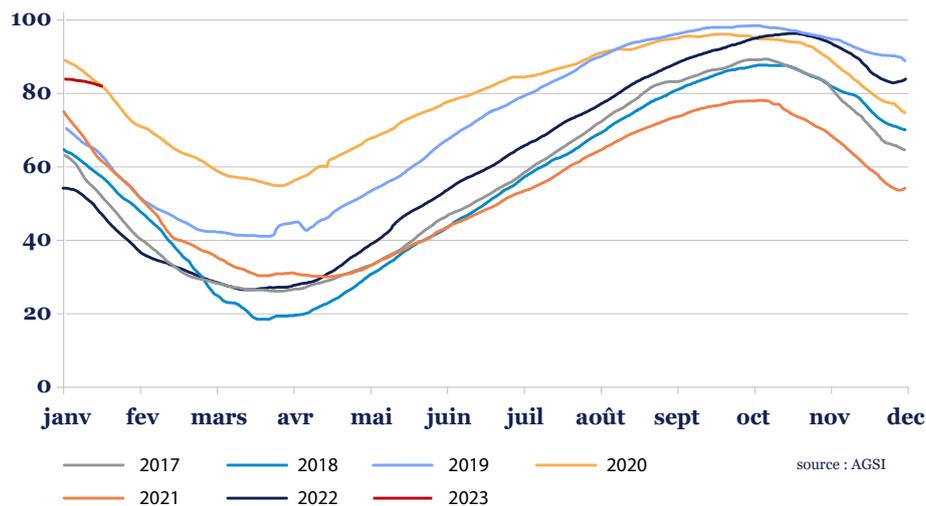
Les derniers mois de l'année 2022 ont vu se multiplier les nouvelles alarmistes sur la situation énergétique en Europe. Les prix du gaz ou de l'électricité ont atteint des niveaux extrêmement élevés. Un rationnement du gaz, des coupures d'électricité étaient évoqués. Quelques mois plus tard, on ne parle presque plus de ce risque. Que s'est-il passé ?

Le gaz joue un rôle particulier dans l'économie énergétique de la zone euro. En effet, le prix de marché de l'électricité est déterminé par le prix du Kwh marginal et non pas par le prix moyen. C'est le système du Merit Order. Pour résumer, toutes les sources de production d'électricité sont classées par ordre de coût, et le prix du marché est déterminé par l'offre et donc le coût de production du producteur qui fournit le « dernier » Kwh nécessaire pour répondre à la demande. Il se trouve que sur les dernières années, ce sont les centrales à gaz qui se trouvent dans la zone correspondante. L'envolée des prix du gaz a donc décalé la courbe d'offre, ce qui a eu pour effet de faire augmenter également les prix de l'électricité.

L'essentiel de l'approvisionnement en gaz de l'Europe se fait via des gazoducs et la Russie représentait à peu près 40% de nos ressources. En représailles contre le soutien européen à l'Ukraine, la Russie a fortement réduit ses approvisionnements. Dans cette situation, l'Europe devait soit trouver de nouveaux fournisseurs, soit réduire fortement sa consommation de gaz. Du côté fournisseurs, après avoir maximisé les approvisionnements via gazoduc de Norvège et d'Algérie, les européens ont pu importer massivement du gaz liquéfié. L'Union Européenne importait en moyenne 6 milliards de m³ de gaz mensuellement entre 2019 et 2021, quantité portée à 10 milliards depuis quelques mois. Ceci a permis que les approvisionnements 2022 soient à peu près les mêmes qu'en 2021. Par ailleurs, la demande a fortement chuté, grâce aux températures très élevées mais pas seulement : si l'on ajuste des températures, on constate tout de même une baisse notable de la consommation.

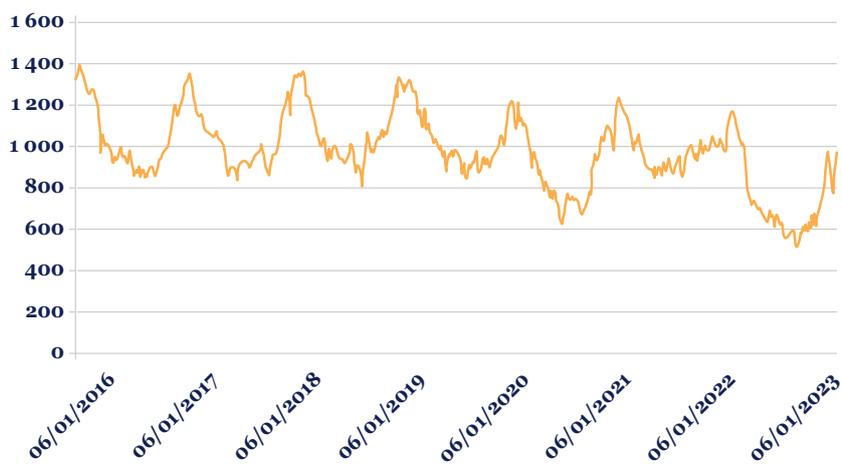
Finalement, ceci a permis de commencer l'hiver avec un niveau de stockage de gaz très élevé. Et comme les températures sont restées douces, le niveau de stockage à mi-janvier est historiquement élevé à 82%. Ceci va permettre d'éviter la mise en œuvre de mesures de rationnement pour cet hiver.

Union Européenne : taux de remplissage des capacités de stockage de gaz



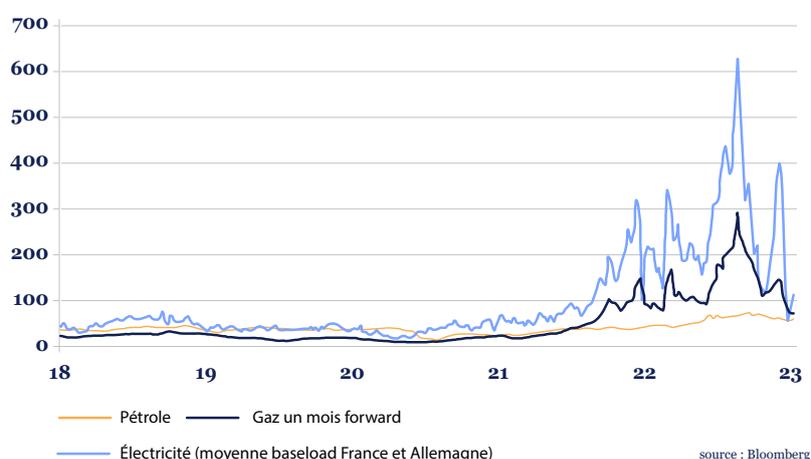
Pour le marché de l'électricité, la deuxième bonne nouvelle, outre la baisse des prix du gaz liée aux développements présentés ci-dessus, c'est la remise en production à un rythme beaucoup plus rapide que prévu du parc nucléaire français. Ceci a permis à la France de reprendre sa position d'exportateur d'électricité vers ses voisins.

**France: production d'électricité du parc nucléaire
(Gwh/jour, moyenne sur sept jours)**



Du fait de ces évolutions, les prix de l'électricité et du gaz de gros ont déjà fortement baissé. Mais il faut être prudent et ne pas en déduire un repli des prix pour les consommateurs et les entreprises. En effet, toute la hausse passée des prix n'a pas encore été impactée. Néanmoins, si l'on ajoute à cela l'ampleur des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises, estimées à près de 200 Mds EUR pour 2022 par la Commission européenne, cela explique que l'activité économique résiste mieux que ce que l'on pouvait penser il y a quelques mois.

Europe: Prix de l'énergie (EUR / MWh)



Le problème énergétique Européen est-il pour autant résolu ? Il faut rester prudent. Premièrement, si les prix ont fortement baissé, ils restent très supérieurs à ce qui prévalait avant la fin 2021. Ils vont donc rester pénalisant pour un certain nombre d'activités économiques. Deuxièmement, l'équation énergétique de 2023 n'est pas totalement résolue. N'oublions pas que durant la première moitié de l'année dernière, les approvisionnements russes étaient normaux : sur la base des derniers flux, il faudra donc encore trouver 30 Mds de m³ supplémentaires par rapport à 2022. Or le marché du gaz liquéfié ne devrait pas connaître d'augmentation significative de l'offre avant trois ans et 2023 devrait voir le retour sur le marché de la Chine qui avait fortement réduit ses importations l'année dernière dans un contexte de zéro-COVID. Enfin, la météo pourrait se montrer moins favorable l'année prochaine. Le marché du gaz pourrait donc causer encore quelques soucis aux européens l'année prochaine.

Reçu 10/10

Janvier 2023

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Actualité de Jean Jaurès : respect total pour l'entrepreneur.



Alors que retentissent quelques faillites assez scandaleuses et que s'en profilent d'autres sous l'effet de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt. Et que s'annoncent à nouveau des mouvements de grève qui vont encore pénaliser notre système productif, nous vous proposons la lecture de cet article de Jaurès à la une de la Dépêche du 28 mai 1890. Le député de 31 ans vient d'être battu mais sa voix porte loin et il sera réélu dès 1893. C'est un texte qui a fait l'objet au XX^e siècle de quelques manipulations et charcutages de tout bord tant il arrange ou dérange. Nous l'avons totalement respecté mais simplement coupé quelques parties qui nous semblaient désuètes en gardant ce qui nous semble toujours d'une actualité certaine et qui le restera. Rappelons que lorsque Jaurès parle du socialisme il entend non

pas un système de production mais une politique publique soucieuse des conditions sociales. Rappelons aussi qu'il fut reçu 3^e à l'agrégation de philosophie derrière [Henri Bergson qui s'est aussi exprimé sur l'entrepreneur.](#)

Alors que nous raconte Jaurès ?

« LES MISÈRES DU PATRONAT »

« C'est une erreur grave de croire que le socialisme ne s'intéresse qu'à une classe, la classe des ouvriers, des producteurs manuels. S'il en était ainsi, il remplacerait simplement une tyrannie par une tyrannie, une oppression par une oppression. Lorsque Danton disait : « Nous voulons mettre dessus ce qui est dessous, et dessous ce qui est dessus », c'était le mot d'un politicien révolutionnaire excitant les convoitises dans un intérêt passager ; ce n'était pas le mot d'un socialiste. Le socialisme vrai ne veut pas renverser l'ordre des classes ; il veut fondre les classes dans une organisation du travail qui sera meilleure pour tous que l'organisation actuelle. Je sais bien que les meneurs du socialisme le réduisent trop souvent, par des déclamations violentes et creuses, à un socialisme de classe, d'agression, de convoitise ; mais je sais aussi que la vraie doctrine socialiste, telle que les esprits les plus divers l'ont formulée, les Louis Blanc, les Proudhon, les Fourier, est bien plus large et vraiment humaine : c'est le bien de la nation tout entière, dans tous ses éléments sains et honnêtes, qu'elle veut réaliser.

En fait, si l'on va au fond des choses, le système d'individualisme à outrance, d'âpre concurrence, de lutte sans merci qui régit aujourd'hui la production fait presque autant de mal à la classe bourgeoise dans son ensemble qu'à la classe ouvrière. Le patronat a ses misères qui ne sont pas les mêmes que celles de l'ouvrier, qui sont moins apparentes, moins étalées, mais qui souvent sont poignantes aussi. (...)

Dans la moyenne industrie, il y a beaucoup de patrons qui sont à eux-mêmes, au moins dans une large mesure, leur caissier, leur comptable, leur dessinateur, leur contremaître ; et ils ont, avec la fatigue du corps, le souci de l'esprit que les ouvriers n'ont que par intervalles. Ils vivent dans un monde de lutte où la solidarité est inconnue. Jusqu'ici, dans aucun pays, les patrons n'ont pu se concerter pour se mettre à l'abri, au moins dans une certaine mesure, contre les faillites qui peuvent détruire en un jour la fortune et le crédit d'un industriel. Une grève éclate-t-elle, il n'est pas sans exemple que les plus gros industriels qui la peuvent supporter la voient avec une satisfaction parce qu'elle écrasera les autres et qu'ils en recueilleront les dépouilles. Entre tous les producteurs, c'est la lutte sans merci : pour se disputer la clientèle, ils abaissent jusqu'à leur dernière limite, dans les années de crise, le prix de vente des marchandises ; ils descendent même au-dessous des prix de revient ; ils sont obligés d'accorder des délais de paiement démesurés, qui sont pour leurs acheteurs une marge ouverte à la faillite, et s'il leur survient le moindre revers, le banquier aux aguets veut être payé dans les vingt-quatre heures.

De plus, les industriels moyens sont de plus en plus menacés par la coalition des puissants qui, en se syndiquant, disposent des prix, font la loi sur le marché et éliminent la concurrence. Ils ne jouent pas, ils sont même le contraire du joueur, puisqu'ils bâtissent une modeste fortune peu à peu par le travail, mais il y a au-dessus d'eux des fureurs de jeu, de spéculation.

La grande industrie aussi a ses soucis et ses charges. Il y a de grandes maisons que tous ou presque tous jugeaient prospères, qui tombent en faillite, en laissant un passif considérable où disparaît quelquefois l'épargne d'innombrables familles pauvres. Ce n'est pas toujours le désordre des chefs qui entraîne ces grandes ruines. Il a suffi quelquefois, à l'origine, d'une démarche imprévoyante ; et comme aujourd'hui la grande industrie se complique presque inévitablement de spéculations et de jeu, comme il n'y a presque plus dans les sucres, les laines, les fontes, de grand producteur qui ne soit un grand spéculateur, il y a de puissantes fortunes qui peuvent être compromises en quelques jours. Ce qu'il y a de plus affligeant dans plusieurs des grosses faillites qui se produisent, c'est que, bien souvent, elles remontent en fait à dix ans en arrière. Depuis dix ans, la maison ne vit plus que d'expédients secrets, et chacun de ces expédients est une capitulation de conscience. L'industriel espère se sauver et il fait des victimes de plus ; puis, il en fait encore pour retarder l'heure de la chute inévitable. Sa conscience décroît avec ses chances de salut, et il se trouve ainsi que d'honnêtes gens finissent par laisser leur honnêteté même sous les ruines de leur maison. Il doit y avoir là bien des drames de conscience et des souffrances cachées auprès desquelles toute autre souffrance est peu de choses.

Mais voici ce qu'il y a de plus triste dans la condition du patronat. Si tous ces hommes acceptent ainsi de se surcharger de travail, de responsabilités et de soucis, c'est avec le seul espoir de faire fortune, et le plus possible. Il ne s'agit pas pour eux de gagner de l'argent modérément ou suffisamment ; il s'agit pour eux et nécessairement de gagner le plus d'argent possible ; ils ne pourraient pas supporter la tension nerveuse à laquelle beaucoup d'entre eux sont condamnés, s'ils limitaient leur ambition. Comme ils peuvent tout perdre dans une crise et qu'il n'y a pas de limite à leur ruine, ils ne peuvent pas non plus accepter qu'il y ait de limite à leurs espérances de gain. Des inquiétudes sans mesure d'un côté, des ambitions mesurées de l'autre, laisseraient leur âme boiteuse, et ils s'arrêteraient en chemin. De plus, s'ils ne se proposaient pas de porter leurs bénéfices au maximum, ils perdraient leur partie dans la mêlée générale ; car, à côté d'eux, il y en a d'autres qui, eux, portant leurs bénéfices au maximum, écraseraient bientôt les plus modérés par une accumulation supérieure de capitaux. Un général qui ne pousserait pas

jusqu'au bout tous ses avantages, qui arrêterait sa victoire à mi-chemin et ne changerait pas en déroute, là où il le peut, la défaite de ses ennemis, ne tarderait pas à perdre la partie. De même, dans la mêlée des intérêts, l'industriel qui ne prétendrait pas au plus de bénéfices possibles ne tarderait pas à être vaincu.

Lorsque les ouvriers accusent les patrons d'être des jouisseurs qui veulent gagner beaucoup d'argent pour s'amuser, ils ne comprennent pas bien l'âme patronale. Sans doute, il y a des patrons qui s'amuse, mais ce qu'ils veulent avant tout, quand ils sont vraiment des patrons, c'est gagner la bataille. Il y en a beaucoup qui, en grossissant leur fortune, ne se donneront pas une jouissance de plus ; en tout cas, ce n'est point surtout à cela qu'ils songent. Ils sont heureux, quand ils font un bel inventaire, de se dire que leur peine ardente n'est pas perdue, qu'il y a un résultat positif, palpable, que de tous les hasards il est sorti quelque chose, et que leur puissance d'action s'est accrue.

Oui, mais s'il en est ainsi, la condition même du patronat, sa loi, sa vie, c'est d'obtenir de tous les instruments de travail qu'il manie le maximum de rendement net. Or, parmi ces instruments de travail, il y a des hommes, et, je le répète, la condition vitale du patronat dans l'organisation sociale actuelle, c'est de donner à ces hommes le moins possible, et d'en obtenir le plus possible. Les salaires, les heures de travail, tout cela figure sur les livres de comptes avec le prix des matières premières et l'amortissement de l'outillage. La vie, la santé, la joie, la culture intellectuelle et morale de millions de familles, tout cela, dans l'organisation actuelle du travail, qui n'est que combat, n'est plus qu'un chiffre avec d'autres chiffres. Dans notre société mauvaise, le patronat, en alignant des colonnes de chiffres, ne voit pas, ne doit pas voir qu'il aligne des souffrances humaines. (...)

Et ne croyez pas, je vous en supplie, que j'accuse les patrons. Quand les ouvriers les outragent ou les haïssent, les ouvriers se trompent, les ouvriers ont tort. Ce ne sont pas les patrons qui font cette loi, ils la subissent. Et je considère comme une des plus grandes misères du patronat d'être réduit à ne voir au fond dans les hommes que des éléments. J'en connais parmi les meilleurs qui sont sans cesse partagés entre le désir de faire pour leurs ouvriers plus qu'ils ne font et la crainte, s'ils le font, d'être accablés par un rival. J'en connais qui sont, comme hommes, charitables, humains, démocrates, et qui, comme patrons, cèdent à la loi inexorable du patronat. (...)

Non, en vérité, le patronat, tel que la société actuelle le fait, n'est pas une condition enviable. Et ce n'est pas avec les sentiments de colère ou de convoitise que les hommes devraient se regarder les uns les autres, mais avec une sorte de pitié réciproque qui serait peut-être le prélude de la justice. Ce n'est pas une œuvre de haine, ce n'est pas une œuvre de classe que le socialisme entreprend en proposant aux hommes une autre organisation du travail ; c'est une œuvre humaine, qui profitera aussi bien en définitive à la bourgeoisie qu'au peuple. »

Jean Jaurès La Dépêche de Toulouse, 28 mai 1890.

Collé 0/10



Janvier 2023

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

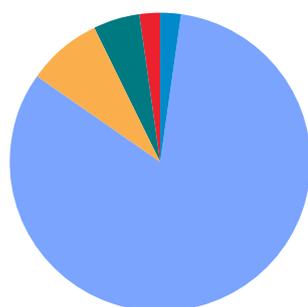
« Dividende salarial » confusion et tromperie

L'inflation plus forte que prévue (et sans doute plus durable) provoque une hausse nominale des agrégats économiques et financiers dont nous avons perdu l'habitude. En période de changement de paradigme d'inflation et de taux d'intérêt doublé de désordres profonds de l'offre (covid, guerre en Ukraine...) certaines entreprises françaises ont publié des bénéfices au premier semestre 2022 (les résultats pour l'année vont sortir dans les prochaines semaines) faisant apparaître des progressions très fortes et témoignant, aux dires de certains, d'effets d'aubaines au seul profit des actionnaires capitalistes qui allaient pouvoir à nouveau s'empiffrer, laissant les travailleurs dans la misère. Rappelons une fois de plus que les dividendes n'enrichissent pas les actionnaires : c'est un transfert entre la valeur du capital qu'ils détiennent (la valeur des actions de l'entreprise) et leur revenu. Dès le transfert de liquidité réalisé, la valeur de l'entreprise baisse du montant égal au dividende versé. Le seul qui gagne au versement d'un dividende est l'État par la fiscalité et les prélèvements sociaux (30% quand même...). Et pourtant, ministres, politiques, moralistes et journalistes continuent le contresens financier sans se corriger, car il est bon de garder un concept faux reposant sur l'ignorance économique et financière des français au service de sa cause, en dépit [des tentatives de la Décade pour amener la vérité...](#)

Une fois cette erreur corrigée il n'est pas inutile de se pencher sur la répartition de la valeur ajoutée des entreprises françaises. Nous empruntons beaucoup à Éric Dor, professeur à l'IESEG, que nous remercions, pour tenter de rétablir une autre vérité : les salariés français ne sont pas à plaindre : ni en comparaison du passé ou de nos principaux voisins et partenaires ni en comparaison des actionnaires.

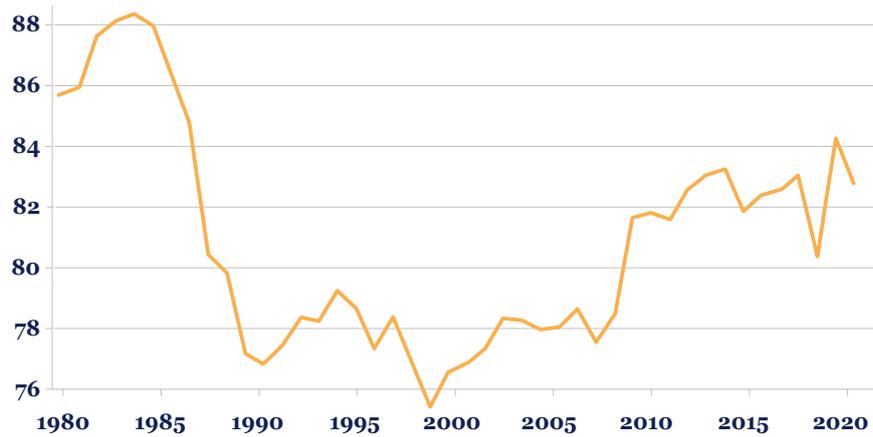
Ces quelques graphiques qui s'expliquent d'eux-mêmes l'illustrent bien :

Répartition de la valeur ajoutée nette des entreprises situées en France, hors secteur financier, en 2021.



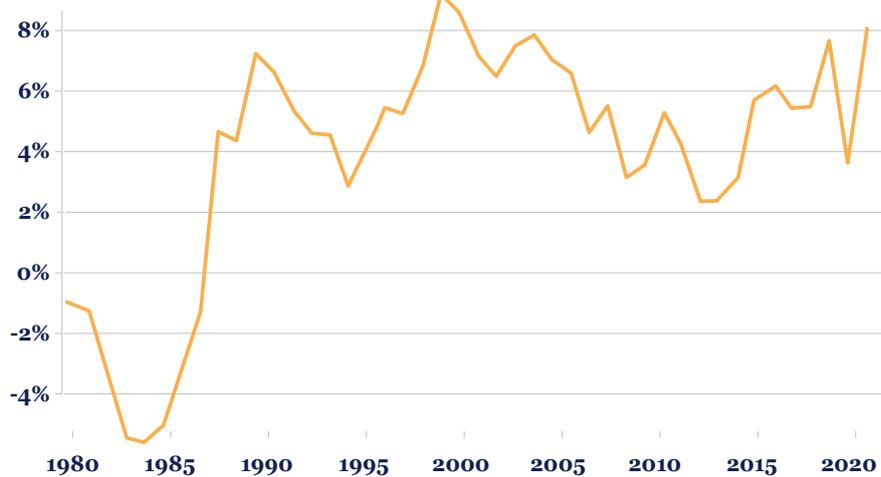
■ Rémunération des salariés	82,6%
■ Profit net distribué ou épargné des activités productives nationales	8,0%
■ Impôts payés sur le revenu	5,1%
■ Autres versements courants nets	2,0%
■ Autres	2,3%

Salaires et cotisations sociales des entreprises situées en France, hors secteur financier, en pourcentage de la valeur ajoutée nette.



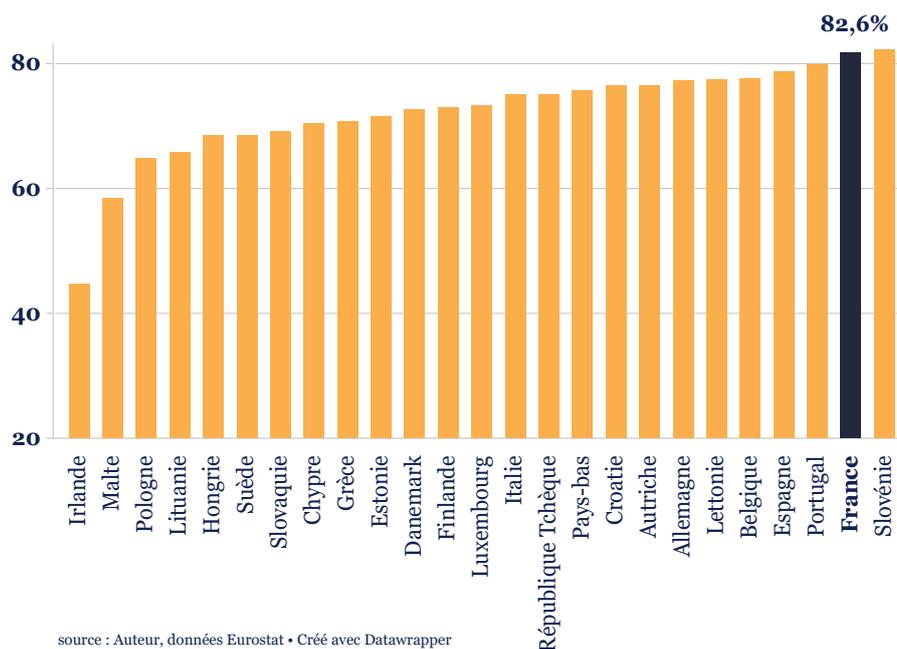
source : Auteur, données Eurostat • Créé avec Datawrapper

Profit net distribué ou épargné des activités productives nationales des sociétés situées en France, hors secteur financier, en pourcentage de la valeur ajoutée nette.

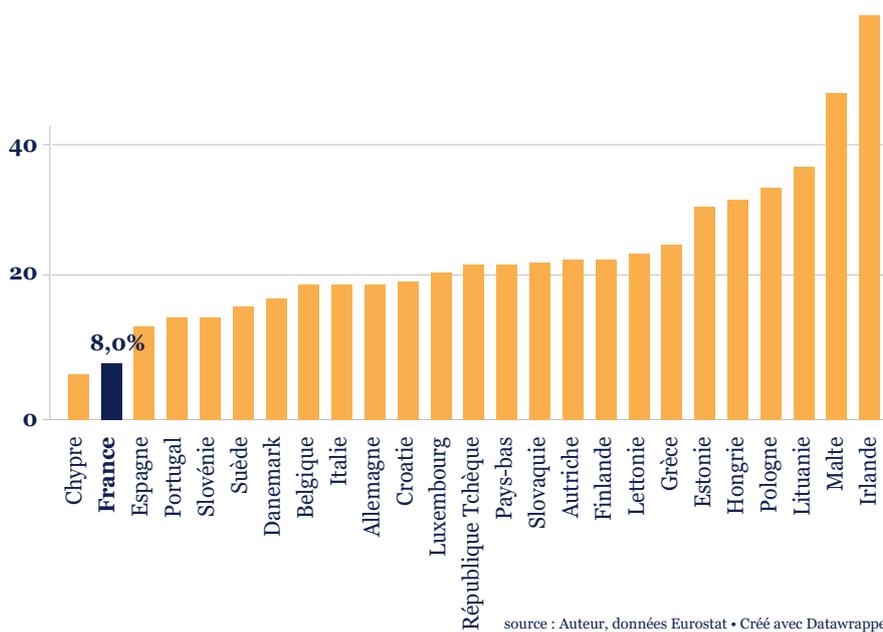


source : Auteur, données Eurostat • Créé avec Datawrapper

Salaires bruts et cotisations sociales des entreprises, hors secteur financier, en part de la valeur ajoutée nette en 2021.



Profits nets distribués ou épargnés de l'activité productive nationale des sociétés, hors secteur financier, en pourcentage de la valeur ajoutée nette 2021.



Le concept de dividende salarial repose donc sur une erreur financière et sur une irréalité économique. Quand on creuse le sujet on constate donc un traitement assez stable et assez favorable du salariat dans la répartition de la valeur ajoutée. La frustration des salariés s'explique certainement par la différence entre le coût du travail et donc sa part dans la valeur ajoutée et ce qu'il leur reste en net (et encore moins après impôts sur le revenu). En contrepartie les largesses de l'Etat providence (santé, éducation, retraites) ne sont pas appréciées car les salariés ne font pas le lien avec leur faible revenu net-net, car ils n'ont pas la liberté d'allouer leurs revenus en toute liberté.

Cette part élevée de la valeur ajoutée allouée au travail a aussi pour conséquence la faible rémunération du capital. C'est une des causes de la désindustrialisation du pays... que pourtant les mêmes qui appellent au dividende social prétendent contrer !

Parole d'entrepreneur

Janvier 2023

Stéphane Ledentu – Fondateur de SLB

www.slbgroupe.com



Réconcilier investissement et sylviculture responsable

Stéphane grandit sur l'exploitation forestière familiale dans le Calvados. Alors que son frère se destine à la succession de leur père, lui décide de suivre sa propre voie dans la mécanique avec une formation compagnonnique. Lorsque son frère aîné disparaît à l'âge de 20 ans, Stéphane revient aux côtés de son père. Pendant 8 ans il apprend le métier « au contact des arbres et des hommes qui vivent la forêt ». Une période au cours de laquelle ils développent ensemble les activités de négoce en complément de l'exploitation sylvicole historique. D'abord en France, en Italie et en Allemagne au sein de L'Europe des 6, puis en Espagne et au Portugal.

À 28 ans, Stéphane décide de voler de ses propres ailes pour suivre sa vision de la filière. Après une première initiative en 1988, il crée seul en 1991 SLB - Stéphane Ledentu Bois.

Le négoce des feuillus nobles de type merisiers ou noyers, le propulse très vite à l'international, au Vietnam, puis en Chine et en Inde. Parallèlement Stéphane Ledentu devient propriétaire forestier dès 1992 pour sécuriser ses approvisionnements.

Lorsqu'à l'occasion d'un voyage en Inde, il voit ces milliers de tonnes de bois venu d'Afrique, d'Amazonie, de Malaisie, ou d'Europe se déverser dans le port de Bangalore, c'est la prise de conscience : « Mais pourquoi couper des arbres qui mettent en moyenne 200 ans à pousser pour les transformer en meubles non durables ? ».

Il cède ses activités de négoce en 2000 et poursuit ses activités d'exploitation sylvicole tout en mûrissant sa réflexion sur LA solution. Celle qui lui permettra de répondre à la demande exponentielle de bois tout en garantissant la sauvegarde de la forêt native.

Pour conduire son projet, il se forme à l'ingénierie financière et fiscale sur les bancs de l'université à Lyon. Il recrute aussi 4 jeunes ingénieurs de l'École Supérieure du Bois de Nantes pour l'aider à dessiner son nouveau concept **d'économie** qu'il introduit d'abord au Brésil puis en Roumanie.

Son modèle est fondé sur de la forêt à croissance rapide, des eucalyptus de qualité bio, respectant un équilibre de 60% terres exploitées, et de 40% de terres endémiques. Un choix qui favorise la régénération des sols et le capital hydrique, et qui respecte les couloirs naturels de passage des espèces animales locales. Il exploite ses forêts sur des cycles de 16 à 20 ans, avec des éclaircies tous les 4 ans.

L'idée est aussi de proposer un produit d'investissement attractif, en intégrant une offre crédits carbone dans l'exploitation des projets. Sa méthode « SLB » est fondée sur le standard le plus

utilisé dans le monde, le GHG Protocol (Greenhouse Gas Protocol - Protocole GES - gaz à effet de serre). Il décide aussi de contrôler la chaîne de distribution de ses crédits carbone pour vérifier que les engagements de ses clients sont alignés avec son projet durable.

Enfin dans la logique de sa démarche d'exploitation responsable SLB développe un amendement biochar carboné - technique ancienne des amérindiens en 2000 av JC de production de terra preta (terre noire) - en substitution aux engrais chimiques, et limite le poids des équipements d'exploitation dans ses forêts pour éviter d'endommager les sols. L'humain est aussi au centre de son nouveau modèle et Stéphane Ledentu choisit d'être régulièrement audité par [Kinomé](#), acteur engagé et champion de la lutte contre la déforestation et du développement durable de la filière.

SLB développe ses activités de promotion forestière, d'exploitation, d'afforestation et compensation carbone, et de production d'amendement organique sur plus de 1 000 hectares en France, 7 000 en Roumanie et 3 600 au Brésil.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Depuis mon plus jeune âge j'ai toujours voulu avoir les mains dedans, être en prise directe. L'avantage de grandir sur une exploitation c'est que l'on devient vite autonome. Confronté à soi on apprend dès le plus jeune âge à prendre des décisions, et quelque part à devenir... entrepreneur.

Et puis très sincèrement, le meilleur moyen de conduire mon projet était de le conduire moi-même. Mon modèle d'économie n'aurait jamais existé si je ne l'avais pas porté moi-même. Personne ne voulait le soutenir quand je l'ai présenté initialement en 2004.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Non. J'attends de tous un comportement d'entrepreneur au sein de l'entreprise : partager les connaissances, proposer, innover, s'engager. Je suis un chef d'orchestre. Je mets en musique les idées et les initiatives de tous au sein de l'entreprise.

En tant qu'entrepreneur je définis la vision de mon projet. Je la partage avec tous mes collaborateurs. Je les fédère autour du sens de notre entreprise et de l'envie de la développer ensemble.

Je transmets en permanence mon énergie dans l'action de l'équipe. Je crée les conditions du succès et de l'excellence. Je porte l'ambition.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La création de valeur est avant tout financière. Sans valeur financière on ne peut rien faire. Et il faut savoir partager cette valeur financière avec tous ceux qui participent à sa création. Et reconnaître leur rôle.

Le modèle économique de SLB nous permet de créer de la valeur à la fois en termes de capitalisation, avec la valorisation des espaces que nous exploitons, et en termes de génération de revenus, grâce à notre excellence opérationnelle. Il est pour moi essentiel de combiner ces deux sources de création de valeur.

Une fois la sécurité financière du projet assurée, on peut travailler sur toutes les autres dimensions de la création de valeur, et notamment les impacts humains, sociaux, environnementaux.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

a/ Donner les moyens aux entreprises d'assurer leur indépendance financière.

Les ratios et les règles de compliance des banques sont souvent un obstacle lorsqu'on les sollicite sur des opérations de financement. Il faut donc imaginer de nouvelles solutions hors circuit bancaire pour permettre aux entreprises de financer leur développement.

Chez SLB nous avons créé nos propres sociétés obligataires, ouvertes aux investisseurs professionnels, aux personnes morales.

b/ Accompagner les efforts de transformation des entreprises en matière de conformité réglementaire, sociale et environnementale.

En leur proposant des processus progressifs de mise en conformité sur plusieurs années, des aménagements pour leur donner le temps de faire dans des conditions supportables pour elles.

Et en leur accordant des incitations fiscales ou des financements leur permettant de conduire les transformations nécessaires.

Janvier 2023

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

